



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-03-10-00001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**Société NUTRIBIO
Avenue Fernand Belondrade
82000 MONTAUBAN**

***réalisation d'une étude technico-économique pour la mise en place d'un confinement des eaux
d'extinction d'un éventuel incendie***

Installations classées pour la protection de l'environnement

***Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-51 du 15 janvier 2001 modifié, autorisant la société NUTRIBIO à exploiter une usine de transformation du lait et de ses produits dérivés sise avenue Belondrade sur le territoire de la commune de Montauban ;

Vu le rapport établi par l'inspection des installations classées suite à la visite du 11 décembre 2025 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite le 12 février 2026 par courrier en recommandé avec accusé de réception ;

Vu les observations présentées par l'exploitant par courriel du 23 février 2026 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de l'inspection du 11 décembre 2025 l'absence de mesures de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ;

Considérant que la mise en place de moyens de confinement doivent être étudiés avant mise en place au vu du contexte historique du site ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : dénomination de l'exploitant titulaire de l'autorisation

La Société NUTRIBIO, dénommée ci après l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de l'usine de transformation du lait et de ses produits dérivés, située Avenue Fernand Belondrade à Montauban.

Article 2 : gestion des eaux d'extinction d'un éventuel incendie

L'exploitant transmet à l'inspection, au plus tard le 31 décembre 2026, une étude définissant les moyens techniques et organisationnels permettant de répondre à l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant met en place dans les six mois suivant la remise de l'étude pré-citée les moyens retenus dans celle-ci.

Article 3 : frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera adressée à la maire de Montauban et notifiée au directeur de la Société NUTRIBIO.

Fait à Montauban, le **10 MARS 2026**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale


Edwige DARRACQ

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV - 31000 TOULOUSE - Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
 - 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.
- Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne - 2 allée de l'Empereur - BP10779 - 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe au recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées - Grande Arche de la Défense - Paroi sud / Tour Séquoia - 92055 LA DÉFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe au recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.